



CONSEIL D'ÉTAT section de législation

Deuxième chambre

La demande d'avis introduite le 18 décembre 2018 par le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias de la Communauté française sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'relatif à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de l'Agence francophone pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, en abrégé « AEF-Europe »', a été rayée du rôle le 17 janvier 2019, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973.